

le fonds de son cœur a désiré—et comme je l'ai dit il est inutile de cacher ce fait après ce que M. Bayard a dit—et qu'il a acquiescé indirectement à la proposition faite par M. Bayard de terminer cette difficulté par des moyens se rapprochant beaucoup de la réciprocité illimitée. Dans son discours il a fait une allusion certainement remarquable et sur laquelle je désire attirer l'attention spéciale de la Chambre, le sujet de l'union commerciale. Il nous a dit qu'il n'a pas rencontré un homme d'Etat américain de n'importe quel parti qui n'aurait pas accepté à deux mains l'union commerciale avec le Canada ; mais il nous a dit aussi que "la proposition de la réciprocité illimitée"—remarquez ces mots—"du libre échange avec les Etats-Unis, avec le privilège de faire notre propre tarif avec le reste du monde" dit-il, "je n'ai pas rencontré un homme intelligent qui ait voulu entendre parler d'une telle chose un instant. Ils ont traité cette proposition avec mépris."

Quelle est cette proposition que ces messieurs ont traitée avec mépris, et quelle est celle que l'honorable monsieur leur a engagée comme réciprocité illimitée ? Il continue : Ils ont dit : Allez-vous supposer que nous voulons faire des arrangements pour avoir le libre-échange avec le Canada dans le but d'adopter le libre-échange avec l'Angleterre et de détruire la position que nous occupons relativement à toutes les vastes industries du pays.

Est-ce que l'honorable monsieur suppose, M. l'Orateur, que tout député de ce côté-ci de la Chambre ou tout individu sain d'esprit, serait assez idiot pour supposer que les Américains auraient consenti à faire des arrangements avec le Canada qui auraient emporté le libre-échange avec l'Angleterre et le monde entier. L'honorable monsieur ne sait-il pas parfaitement que si c'est là la condition qu'il a mise à la réciprocité illimitée, si, comme cela appert d'après les paroles qu'il a citées, il a donné à entendre à ces hommes d'Etat américains que la réciprocité illimitée avec le Canada signifiait le libre-échange avec l'Angleterre et pratiquement avec tout le reste du monde, les Américains devaient sans doute la refuser. Cela n'est pas la réciprocité illimitée, M. l'Orateur. Nous savons très bien, et j'ai eu beaucoup de peine à rendre la chose évidente, que si nous avions la réciprocité illimitée avec les Etats-Unis nous serions obligés d'établir des droits différentiels sur un grand nombre d'articles provenant de la mère-patrie. Je dis que l'honorable monsieur a démontré d'une manière concluante par ce passage même, qu'aucun homme d'Etat américain, pas un seul de tous ceux qu'il a rencontrés de l'autre côté, ait dit la moindre chose en opposition d'un projet de réciprocité illimitée tel que celui que nous avons proposé et que tous de ce côté-ci de la Chambre nous devons supposer possible. Ce qu'ils ont déclaré, d'après le langage des plus clair de l'honorable monsieur, c'est qu'ils n'étaient pas prêts à avoir le libre-échange avec l'Angleterre et conséquemment avec le reste du globe. Il m'est complètement impossible de comprendre comment l'honorable monsieur ait pu ainsi dénaturer la chose, comme il est clair d'après ses paroles qui l'a fait. Je pense que ce doit être dans le but exprès d'avoir un refus et de pouvoir dire à la Chambre qu'il avait offert la réciprocité illimitée et que tous les hommes d'Etat américains l'avaient refusé. Il doit avoir désiré obtenir cette réponse, car autrement jamais ces hommes ne lui auraient fait la réponse qu'il rapporte. Ils n'ont pas répondu : Nous ne pouvons avoir le libre-échange avec le Canada ; mais ils ont dit : Nous ne pouvons avoir le libre-échange avec le Canada si cela signifie que nous devons adopter le libre-échange avec l'Angleterre, car nous ne pouvons pas détruire la position que nous occupons relativement aux vastes industries de ce pays.

Je dois dire de plus que le discours du ministre des finances démontre le plus clairement possible, la perfidie pour ne pas dire plus, des attaques dirigées par les messieurs de la droite contre les députés de ce côté-ci de la Chambre concernant cette question de la réciprocité illimitée. S'il était

Sir RICHARD CARTWRIGHT

si déloyal, s'il était si déraisonnable et si criminel pour nous de demander la réciprocité, comment se fait-il que l'honorable monsieur ait pu entrer en négociations avec M. Bayard et lui faire une proposition qui, comme il le dit lui-même, comportait la réciprocité illimitée. Le fait véritable sur cette question est que le gouvernement s'est trompé comme il l'a fait sur presque toute autre question concernant nos relations avec les Etats Unis.

Le gouvernement canadien a apparemment adopté cette règle principale et celle-là seule : se vanter, faire le fanfaron et le brave ; et lorsqu'il rencontrerait un adversaire déterminé d'abattre pavillon. Telle paraît être la politique du gouvernement et rien de plus. Telle est la politique qu'il a suivie à l'égard de la province du Manitoba. Avons-nous oublié, M. l'Orateur, les échos que l'on a fait entendre l'année dernière en cette Chambre dénonçant les députés de la gauche parce qu'ils proposaient de faire droit et de rendre justice au Manitoba. La concession n'a pas été faite à cause des remontrances mais à cause des menaces ; et tant que ces menaces n'eurent pas les proportions les plus formidables est-ce que ces messieurs ont cessé des ingérence tyrannique dans les droits de notre province sœur. Il en a été ainsi M. l'Orateur, dans le cas des pêcheries. On a fait le brave, le fanfaron, on s'est vanté, ou a provoqué différentes difficultés dans nos relations douanières qui ont irrité et exaspéré les Américains comme mon honorable ami l'a dit, et lorsqu'ils eurent à faire face aux résultats de leur propre conduite, lorsqu'ils virent qu'il y avait péril sérieux, ils ont abattu leur pavillon, de sorte que nous sommes forcés de faire cette capitulation, car ce n'est rien autre chose, et cet abandon de nos justes droits légaux.

Il en était ainsi, il y a une semaine, M. l'Orateur, au sujet de la proposition statutaire que le premier ministre et le ministre de la justice déclaraient impossible d'accorder, sans trahir les droits des populations de notre pays. Une semaine après, alors qu'un bill de représailles est soumis au Congrès des Etats-Unis, ces mêmes ministres lancent une proclamation par laquelle ils concèdent absolument tout ce qu'ils affirmaient ne pouvoir accorder sans se rendre traîtres à leurs pays. J'ose dire, M. l'Orateur, que dans douze mois peut-être, mais certainement avant longtemps, nous verrons, (si les honorables ministres restent au pouvoir) qu'ils s'occuperont de la motion que j'avais le devoir de déposer l'autre soir. Je n'ai que ceci à leur dire. Je crois que dans ce cas, il arrivera ce qui est arrivé dans plusieurs autres cas passés, et comme il est juste de s'attendre qu'il arrivera dans tous cas de l'espèce, que plus nous attendrons pire sera le marché. C'est là une simple répétition du cas des livres sibyllins. Plus vous tardez d'arriver à un arrangement équitable, plus le prix sera élevé, pire sera le marché. Je n'occuperai pas plus longtemps la Chambre. Je remercie mes honorables collègues pour la patience avec laquelle ils m'ont écouté, et je n'ai qu'à ajouter comme conclusion, que si dans l'avenir, des difficultés d'un caractère similaire venaient à s'élever, les honorables ministres qui se sont trouvés dans la position actuelle, se ressouviendront alors, de l'humiliation qu'ils font subir aujourd'hui au Canada, et conduiront la discussion de telle manière que lors même qu'ils seraient obligés de céder, ils n'auraient pas au moins la honte de se voir combattus par leur propre déclaration que la cession qu'ils proposent actuellement est une trahison, un sacrifice des plus chers intérêts de la patrie.

Sir JOHN A. MACDONALD: M. l'Orateur, l'honorable préopinant, faisant usage de son style ordinaire, a fait dévier le débat et perdu de vue la question en discussion pour diriger ses attaques contre ses collègues qui occupent les sièges de la majorité. Il a qualifié la politique du gouvernement de politique de vantardise et de fanfaronnade. N'a-t-il pas bien plutôt admirablement dépeint sa propre attitude au moment où il prononçait son discours ? Ce discours était-il, du commencement à la fin, autre chose qu'un étalage de